Document generated on 10/19/2024 10:59 a.m.

Études internationales

II- Les relations extérieures du Québec

Manon Tessier

Volume 23, Number 3, 1992

URI: https://id.erudit.org/iderudit/703049ar
DOI: https://doi.org/10.7202/703049ar

See table of contents

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)
1703-7891 (digital)

Explore this journal

Cite this document

Tessier, M. (1992). II- Les relations extérieures du Québec. *Études internationales*, *23*(3), 627–635. https://doi.org/10.7202/703049ar

Tous droits réservés © Études internationales, 1992

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Le Canada et l'Éthiopie
21 juin :

> Le Canada doit envoyer en Éthiopie une mission d'observation de sept personnes pour surveiller le déroulement des élections régionales prévues dans ce pays le 21 juin. Les membres de cette mission sont MM. David MacDonald, Jessie Flis, Merril Wigginton, Robert Patterson, Warren Ballie et Mmes Janice Baker et Joanne Waugh. (Affaires extérieures et Commerce extérieur, *Communiqué no 131*, 19 juin 1992)

Le Canada est représenté aux cérémonies d'investiture du nouveau Président philippin
30 juin :

> C'est le sénateur Consiglio Di Nino qui dirige la délégation canadienne à l'investiture du nouveau président des Philippines, M. Fidel Ramos. (Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, *Communiqué no 141*, 29 juin 1991)

II - Les relations extérieures du Québec
(avril-juin 1992)

A — Aperçu général

Alors que le précédent trimestre a été marqué par des séjours, des missions commerciales et des visites officielles à l'étranger, le gouvernement québécois a plutôt joué l'hôte durant ce trimestre en recevant plusieurs dignitaires étrangers. Notons parmi ces invités, le Secrétaire général des Nations Unies, le Directeur général du GATT, le Président russe, le Gouverneur de la province chinoise du Hubei et le président du Gabon.

B — Questions économiques et commerciales

«Si l'on ne peut convenir de solutions satisfaisantes pour l'industrie, le Canada devrait signer une entente bilatérale avec le Mexique sur les vêtements»[1]. Ainsi s'exprimait le ministre des Affaires internationales après sa deuxième conférence fédérale-provinciale du trimestre consacrée au commerce. Le Québec demande que les clauses sur les textiles et le vêtement du nouvel accord nord-américain soient identiques à celles inscrites dans l'Accord de libre-échange avec les États-Unis sous peine d'être exclues du texte final. De façon générale toutefois, le gouvernement du Québec demeure favorable au

1. Gouvernement du Québec, *Communiqué de presse*, 3 juin 1992 ; *Le Devoir*, 4 juin 1992, p. A2 et p. A5 ; voir aussi Gouvernement du Québec, *Communiqué de presse*, 13 avril 1992 ; *La Presse*, 14 avril 1992, cité par *L'Argus*, 14 avril 1992, p. A24.

libre-échange avec le Mexique. Il détaillait d'ailleurs sa position dans un document intitulé «La libéralisation des échanges commerciaux entre le Canada, les États-Unis et le Mexique, les enjeux dans une perspective québécoise» qu'il publiait au cours du trimestre[2].

Par ailleurs, le 14 mai, le ministre des Finances, M. Gérard D. Lévesque, déposait à l'Assemblée nationale le budget 1992-1993 du gouvernement québécois. Le ministre anticipe des dépenses de $40,7 milliards en 1992-1993 et prévoit des revenus de $36,9 milliards pour un déficit de $3,8 milliards. Si le budget ne contenait aucune nouvelle taxe ni hausse d'impôt aux particuliers, de nouveaux tarifs sur les services publics étaient annoncés et une taxe sur les services et les immeubles de 4% introduite[3].

C — Politiques d'immigration

Deux dossiers importants nécessitaient l'attention du ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration ce printemps. D'abord, en avril, le gouvernement québécois mettait sur pied avec la communauté juive de Montréal un projet pilote qui facilitera l'immigration d'ici peu de quelque quatre cents Juifs de l'ancienne Union soviétique[4]. En vertu de cette entente, le gouvernement québécois prendra à sa charge les cours de français dispensés à ces immigrants alors que la communauté juive assumera, pour une période d'un an, les coûts relatifs au logement, à la nourriture, au vêtement et autres besoins de base de ces personnes. Ce sont les services québécois d'immigration de Vienne qui détermineront le choix des candidatures.

D'autre part, l'adoption d'enfants chinois par des familles québécoises était interrompue par la Chine en mai après qu'un juge de la Cour du Québec eut rendu un jugement ne reconnaissant plus l'acte d'adoption signé par un «public notary», la procédure couramment utilisée par la Chine. Des familles québécoises se trouvaient alors bloquées en Chine et quelque 400 autres familles voyaient l'examen de leurs dossiers suspendu. Six semaines plus tard, le gouvernment québécois devait remédier à la situation en apportant un amendement à son Code civil pour régulariser les procédures d'adoption en Chine[5].

Par ailleurs, au cours de la première semaine de mai, la ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, Mme Monique Gagnon-

2. Gouvernement du Québec, *Communiqué de presse*, 28 mai 1992.
3. Michel VENNE, *Le Devoir*, 15 avril 1992, pp. A1 et A4; Rhéal SÉGUIN, *The Globe and Mail*, 15 mai 1992, pp. A1 et A8.
4. *La Presse*, 25 avril 1992, cité par *L'Argus*, 27 avril 1992, p. A17; Estanislao OZIEWICZ, *The Globe and Mail*, 24 avril 1992, p. A6; *Québec Update*, vol. XV, no 9, 11 mai 1992, p. 2.
5. Gilles NORMAND, *La Presse*, cité par *L'Argus*, 28 mai 1992, pp. A10 et A11; Louise LEMIEUX, *Le Soleil*, 9 juin 1992, cité par *L'Argus*, 9 juin 1992, p. A12; Pierre APRIL, *Le Devoir*, 17 juin 1992, p. A2; Gilles NORMAND, *La Presse*, 11 juin 1992, cité par *L'Argus*, 11 juin 1992, p. A15; Louise LEMIEUX, *Le Soleil*, 15 juin 1992, cité par *L'Argus*, 15 juin 1992, p. A20.

Tremblay, consacrait sa deuxième visite en France en trois ans à la quête d'immigrants français qualifiés[6]. Elle rencontrait à ce propos ses homologues français, le ministre des Affaires sociales, M. René Teulade, et le secrétaire d'État chargé de l'Intégration, M. Kofi Yamgnane, ainsi que les autorités locales et les gens d'affaire de Toulouse et de Lyon. La ministre s'entretenait également avec des responsables de l'Office des migrations internationales avec lesquels elle reconduisait, pour une période de trois ans, l'entente de coopération signée en 1989 entre le Québec et cet organisme.

D — Organisations et réunions internationales

1 – L'ONU

À l'occasion de sa première visite officielle au Canada depuis ses nouvelles fonctions, le Secrétaire général des Nations Unies, M. Boutros Boutros-Ghali, a rencontré à la mi-mai le Premier ministre québécois pour une brève session de travail. Il a par la suite participé à l'inauguration de la première Conférence internationale des jeunes leaders qui a réuni à Montréal quelque 250 jeunes de plusieurs pays[7].

2 – Le GATT

Le ministre des Affaires internationales, M. John Ciaccia, s'est dit très satisfait de sa rencontre privée le 1er juin avec le Directeur général du GATT, M. Arthur Dunkel. M. Ciaccia a saisi l'occasion pour exprimer à son vis-à-vis, d'une part, les préoccupations du Québec concernant les limitations à l'octroi des subventions, notamment les subventions provinciales, et, d'autre part, a signifié l'appui du Québec aux propositions du rapport du GATT de décembre concernant les industries du bois et du papier, les télécommunications, les ressources naturelles et les services financiers. Le directeur général du GATT se trouvait au Québec pour participer au 30e congrès de la Fédération internationale des producteurs agricoles du 24 mai au 5 juin[8].

3- Le Sommet de Rio

Inscrits au sein de la délégation canadienne, le ministre des Affaires internationales, M. John Ciaccia, et le ministre délégué aux Affaires autochtones, M. Christos Sirros, participaient durant quelques jours à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement qui avait lieu à

6. *Le Soleil*, 3 mai 1992, cité par *L'Argus*, 4 mai 1992, p. A12; Louis-Bernard ROBITAILLE, *La Presse*, 6 mai 1992, cité par *L'Argus*, 6 mai 1992, p. A9; *Lettre du Québec*, vol. 5, no 8, mai 1992, pp. 1 et 2.
7. *Journal de Québec*, 24 mai 1992, cité par *L'Argus*, 25 mai 1992, p. A14; Isabelle PARÉ, *Le Devoir*, 25 mai 1992, pp. A1 et A4.
8. Gouvernement du Québec, *Communiqué de presse*, 1er juin 1992; Réjean LACOMBE, *Le Soleil*, 24 avril 1992, cité par *L'Argus*, 24 avril 1992, p. A23.

Rio la première quinzaine de juin. Le ministre québécois de l'Environnement qui devait initialement prendre part à cet événement décidait d'annuler son séjour au dernier moment pour piloter lui-même la supervision de certains dossiers prioritaires pour son ministère[9].

Le gouvernement du Québec annonçait à cette tribune internationale deux projets de coopération en environnement pour lesquels ils débourseront $5 millions au cours des cinq prochaines années. La première de ces mesures permettra l'élaboration de projets conjoints en recherche exploratoire et en innovation technologique avec des pays en développement, particulièrement des pays francophones, la seconde favorisera l'envoi d'experts québécois à l'étranger pour la réalisation de projets précis ou l'accueil de représentants d'autres pays pour des stages au ministère de l'Environnement[10].

4 – Réunion des ministres de l'Éducation de la Francophonie

Présidée par le ministre de l'Éducation, M. Michel Pagé, la première Conférence des ministres de l'Éducation de la Francophonie a réuni à Montréal les 15, 16 et 17 juin les représentants des 47 pays et gouvernements ayant en commun l'usage du français. Prenant la parole lors de la cérémonie d'ouverture de la conférence, le ministre québécois délégué à la Francophonie, M. Guy Rivard, a rappelé l'importance de l'éducation parmi les enjeux de la coopération multilatérale francophone. «Pour le Québec, a-t-il dit, la formation des ressources humaines constitue le fil conducteur de toute action en matière de coopération et de développement»[11].

Cinq grands thèmes ont figuré au menu des travaux, à savoir : le soutien à l'enseignement du français, la formation du personnel de l'éducation, la production du matériel didactique, la formation technique professionnelle et la formation à distance[12]. A l'issue de leurs discussions, les ministres ont adopté la «Déclaration de Montréal» laquelle affirme leur volonté de coopérer dans le secteur éducatif et dresse un plan d'action pour les dix prochaines années. Le ministre de l'Éducation du Québec s'est déclaré satisfait des résultats de la conférence, du consensus obtenu autour des objectifs et du plan adopté[13].

9. Gouvernement du Québec, *Communiqué de presse*, 9 juin 1992 ; *Le Soleil*, 9 juin 1992, cité par *L'Argus*, 9 juin 1992, pp. A15 et A16.
10. Gouvernement du Québec, *Communiqué de presse*, 10 juin 1992 ; *Québec Update*, vol xv, no 14, 13 juillet 1992, p. 1
11. Gouvernement du Québec, *Communiqué de presse*, 15 juin 1992.
12. Ministre des Relations extérieures et du Développement international, *Communiqué no 123*, 11 juin 1992 ; Caroline Montpetit, *Le Devoir*, 12 juin 1992, p. A4 ; *Lettre du Québec*, vol. 5, no 10, juillet-août 1992, p. 3.
13. Isabelle Paré, *Le Devoir*, 18 juin 1992, p. B2.

E — Le Québec et les États-Unis

Certains des litiges commerciaux entre le Canada et les États-Unis affectent particulièrement le Québec; c'est le cas notamment des dossiers de la commercialisation de la bière, du bois d'œuvre et du magnésium. Si l'accord de principe sur la bière intervenu en avril satisfaisait le gouvernement québécois[14], la décision américaine de maintenir l'application d'un droit compensateur de 6,51% sur les importations de bois d'œuvre canadien le décevait et il réclamait une révision de ce jugement[15]. Quant à la décision sur l'imposition de droits compensateurs sur le magnésium canadien qui devait être rendue le 18 mai, elle était reportée au 6 juillet à la demande des exportateurs canadiens[16]. On apprenait toutefois en juin que la Société Norsk-Hydro renégocierait son contrat avec Hydro-Québec pour se soustraire aux droits compensateurs américains[17]. Enfin, une commission de l'État du Massachusetts examinait en avril le projet de loi visant à interdire aux bénéficiaires des régimes de retraite des employés de cet État d'acheter des obligations d'Hydro-Québec. Un représentant du Québec participait à cette audience pour défendre la position québécoise[18].

F — Le Québec et l'espace européen

1 – La CE

Le Premier ministre québécois, M. Robert Bourassa, recevait le Président de la Commission des Communautés européennes, M. Jacques Delors, le 24 avril à l'occasion de la visite officielle de ce dernier au Canada. Le dossier des négociations commerciales du GATT de même que la question de l'évolution politique de l'Europe et du Canada étaient à l'ordre du jour de leurs discussions. M. Delors recevait également lors de son passage au Québec un diplôme honorifique de l'Université de Montréal[19].

2 – La France

Les 16 et 17 mai, des ministres français, M. Georges Kiejman, ministre délégué aux Affaires étrangères, et M. Pierre Joxe, ministre de la Défense ont

14. Gouvernement du Québec, *Communiqué de presse*, 27 avril 1992.
15. Gouvernement du Québec, *Communiqué de presse*, 26 juin 1992; Claude TURCOTTE, *Le Devoir*, 26 juin 1992, pp. A1 et A4.
16. *Le Devoir*, 25 avril 1992, p. A2 et 21 mai 1992, p. A5; *Le Journal de Québec*, 25 avril 1992, cité par *L'Argus*, 27 avril 1992, p. A15.
17. Marie TISON, *Le Devoir*, 13 juin 1992, p. B1; John SAUNDERS, *The Globe and Mail*, 12 juin 1992, p. B2.
18. *La Presse*, cité par *L'Argus*, 16 avril 1992, p. A13; voir *The Globe and Mail*, 2 avril 1992, p. B10.
19. *Le Soleil*, 16 avril 1992, cité par *L'Argus*, 16 avril 1992, p. A6; Yves BOISVERT, *La Presse*, 25 avril 1992, cité par *L'Argus*, 27 avril 1992, p. A1; *The Gazette*, 25 avril 1992, cité par *L'Argus*, 27 avril 1992, p. A3.

été de passage au Québec pour assister aux cérémonies d'ouverture des festivités marquant le 350e anniversaire de la ville de Montréal. Au cours de ces visites officielles, M. Kiejman a pu s'entretenir avec le premier ministre Bourassa, plusieurs ministres de son cabinet et le chef de l'opposition. Quant à M. Joxe, il a discuté notamment avec le Premier ministre québécois avant de recevoir un diplôme *honoris causa* du Collège militaire de Saint-Jean[20].

Toujours en mai, du 22 au 26, le ministre québécois de la Justice, M. Gil Rémillard, s'est rendu en France. Conférencier-invité pour prononcer l'allocution d'ouverture d'un colloque de droit organisé par des universités française et québécoise, M. Rémillard a aussi profité de l'occasion pour rencontrer son homologue français, M. Michel Vauzelle, afin de discuter de la bonification de l'entente d'entraide judiciaire datant de 1977. Lors de son séjour, le ministre québécois a également rencontré le Président du Conseil Constitutionnel, M. Robert Badinter, et le Secrétaire général de l'Agence culturelle et technique, M. Jean-Louis Roy[21].

G — Le Québec et la Russie

Le Président russe, M. Boris Elstine, s'est déplacé à Montréal le 20 juin pour la portion québécoise d'un séjour nord-américain. M. Elstine y a rencontré le premier ministre Bourassa et les deux dirigeants ont alors convenu de prolonger l'accord de coopération économique, culturelle et technologique signé en 1988 entre la Russie et le Québec. Par la suite, le Président russe a rencontré plusieurs gens d'affaires et visité la Faculté d'agriculture de l'Université McGill et les usines de la firme CAE Électronique de Ville Saint-Laurent ainsi que les locaux d'aéronautique de la compagnie Pratt and Whitney. Enfin, M. Elstine a présenté à M. Bourassa une invitation pour se rendre en Russie. Aucune date n'a toutefois été avancée pour ce séjour[22].

H — Le Québec et la Colombie

Dans le cadre d'une visite officielle au Canada, la ministre des Relations extérieures de la Colombie, Mme Noemi Sanin, s'arrêtait à Québec le 28 avril. Celle-ci s'entretenait alors avec M. Guy Rivard, le ministre délégué à la Francophonie, avant de prononcer une allocution sur le renouveau politique et économique dans son pays[23].

---

20. *Lettre du Québec*, vol. 5, no 9, juin 1992, p. 2.
21. *Lettre du Québec*, vol. 5, no 9, juin 1992, p. 3 ; *Le Journal de Québec*, 22 mai 1992, cité par *L'Argus*, 22 mai 1992, p. B2.
22. Jeff SALLOT, *The Globe and Mail*, 22 juin 1992, p. A5 ; Boris TOUPIN, *La Presse*, 21 juin 1992, cité par *L'Argus*, 22 juin 1992, pp. A9 et A10 ; *Lettre du Québec*, vol. 5, no 10, juillet-août 1992, p. 1.
23. Gouvernement du Québec, *Communiqué de presse*, 27 avril 1992.

I — Le Québec et Israël

Accompagné de représentants de compagnies québécoises œuvrant dans les secteurs des télécommunications, de l'aéronautique et de la biotechnologie, le ministre des Affaires internationales, M. John Ciaccia, effectuait une mission commerciale en Israël du 9 au 15 mai. Des gens des milieux culturel et universitaire participaient également à cette mission. Des rencontres avec le vice-Premier ministre et ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Moshe Nissim, et des membres de la Chambre de commerce Canada-Israël à Tel Aviv ont eu lieu à cette occasion[24].

J — Le Québec et le Gabon

Après le séjour au Québec de la ministre gabonaise des Affaires étrangères en janvier et la mission du ministre Ciaccia dans ce pays en septembre dernier, les échanges entre les gouvernements gabonais et québécois se poursuivaient ce trimestre alors que le président du Gabon, M. Omar Bongo, visitait les installations hydro-électriques de la Baie James lors de son séjour au Québec les 8, 9 et 10 juin. M. Bongo à la tête d'une délégation comprenant notamment trois ministres rencontrait, outre le président d'Hydro-Québec, le ministre délégué à la Francophonie, M. Guy Rivard, ainsi que plusieurs responsables des milieux politiques et économiques. Les possibilités d'investissement, le processus de démocratisation au Gabon ainsi que certains dossiers environnementaux étaient au nombre des questions soulevées durant le séjour de M. Bongo au Québec[25].

K — Le Québec et la Chine

Une autre répercussion de la visite de M. Ciaccia en Chine en janvier dernier se concrétisait ce printemps alors que le Gouverneur de la province du Hubei séjournait au Québec à la tête d'une mission commerciale. Le gouverneur Guo Shuyan rencontrait le 25 mai M. Ciaccia pour approfondir les dossiers de coopération discutés en janvier. Les deux gouvernements souhaitent particulièrement accroître leur coopération dans le domaine du développement énergétique et étudient la possibilité de conclure un contrat pour l'achat de matériel québécois spécialisé pour le transport et la production d'électricité[26].

---

24. Catherine WALLACE, *The Gazette*, 9 mars 1992, cité par *L'Argus*, 9 mars 1992, p. A16; *Le Journal de Québec*, 9 mai 1992, cité par *L'Argus*, 11 mai 1992, p. B3; *Québec Update*, vol XV, no 10, 25 mai 1992, p. 1.
25. *The Globe and Mail*, 9 juin 1992, p. A9; Clément TRUDEL, *Le Devoir*, 11 juin 1992, p. A4; *Le Journal de Québec*, 13 juin 1992, cité par *L'Argus*, 15 juin 1992, p. A25.
26. Gouvernement du Québec, *Communiqué de presse*, 22 mai 1992.

L — Chronologie thématique*

Le E-7 de l'énergie
début avril :

La Société d'État Hydro-Québec s'associe avec des représentants d'Hydro-Ontario, d'EDF (France), d'ENEL (Italie), de RWE A.G. (Allemagne), de Tokyo Electric Power et de Kansai Electric Power (Japon) pour former une association des plus grands producteurs d'électricité au monde, le E-7. La première réunion de ce groupe se tient à la Baie James au début d'avril, la seconde aura lieu à Florence, en Italie, en mai 1993. Ce nouveau forum international permet aux participants d'entreprendre une réflexion commune sur des grands dossiers concernant la production d'énergie. (Louis-Gilles Francoeur, *Le Devoir*, 6 mai 1992, pp. A1 et A4 ; *Québec Update*, vol. XV, no 8, 27 avril 1992, p. 2).

Les Services culturels québécois à Paris
2 avril :

On apprend la nomination de Mme Pierrette Petit à la direction des Services culturels québécois à Paris. Mme Petit entrera en fonction cet été après le déménagement des bureaux des Services culturels dans les locaux de la Délégation générale du Québec, rue Pergolèse. (*La Presse*, 27 mars 1992, cité par *L'Argus*, 27 mars 1992, p. A19 ; *La Presse*, 3 avril 1992, cité par *L'Argus*, 3 avril 1992, p. A24).

Nouveau bureau au Caire
12 mai :

Le gouvernement du Québec décide d'ouvrir d'ici la fin de l'année au Caire, en Égypte, un bureau d'immigration destiné à desservir les ressortissants francophones en Égypte et en Afrique, les investisseurs immigrants de la région du golfe Persique et les immigrants anglophones africains qui relèvent actuellement du bureau d'immigration de Londres. Le bureau du Québec logera dans les locaux de l'ambassade canadienne lorsque celle-ci sera relocalisée. (Michel Venne, *Le Devoir*, 11 juin 1992, p. A2 ; *Québec Update*, vol XV, no 13, 22 juin 1992, p. 2.)

Nouveaux délégués du Québec à l'étranger et au Canada
juin :

Ce trimestre est marqué par plusieurs changements au sein de la diplomatie québécoise. Par exemple, M. Michel Pierre Boudriau devient le délégué général du Québec à Tokyo en remplacement de M. Harold Mailhot qui occupera cette même fonction à Londres tandis que M. Denis Bédard est nommé délégué général à Düsseldorf. M. Michel Dagenais sera pour sa part le nouveau directeur du bureau de Singapour.

---

* Cette chronologie n'est pas exhaustive. Elle mentionne essentiellement des événements non rapportés dans les rubriques précédentes.

Des changements s'appliquent aussi à certains bureaux du Québec au Canada. Ainsi, M. Michel Brûlé est nommé à Edmonton, M. André Gourd, à Toronto et M. Peter Dunn, à Vancouver. Le nouveau bureau du Québec à Vancouver a été inauguré en mai lors du passage du premier ministre Bourassa dans l'Ouest canadien. (Ministère des Affaires internationales, *Répertoire des représentations du Québec*, 1er juillet 1992, 12f. ; *Le Soleil*, 6 juin 1992, cité par *L'Argus*, 8 juin 1992, p. A19 ; *Journal de Québec*, 2 mai 1992, cité par *L'Argus*, 4 mai 1992, p. B1 ; *Le Devoir*, 4 avril 1992, p. A5).